

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Posto	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

INSERTIONS

Annonces, la ligne	20
Réclames, — — — — —	30
Faits divers, — — — — —	75

RÉSERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas. Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.

Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

SAUMUR, 27 NOVEMBRE

A LA CHAMBRE

Mardi, 5 heures soir.

L'élection de M. le comte Dillon vient d'être invalidée ou, pour parler plus exactement, déclarée nulle *ab initio*. La chose a été faite en un tour de main. M. Lemercier, rapporteur, ne s'est pas attardé à réfuter la vigoureuse argumentation présentée par M. Cunéo d'Ornano. Ce procureur-là est un laconique.

— Messieurs, a-t-il dit à la Chambre, le comte Dillon a été condamné à la déportation. Donc il est privé de ses droits politiques. Donc il est inéligible. Donc il n'a pu être élu. Donc vous l'invaliderez.

Et, par 333 voix contre 184, l'invalidation a été prononcée.

Mais les droits du suffrage universel ? Mais la volonté des électeurs ? Mais la Souveraineté du Peuple ?

Tout cela doit s'incliner devant une condamnation prononcée par le Sénat, par « la Chambre du suffrage restreint », par l'Assemblée contre laquelle, aux applaudissements de la majorité républicaine, M. Madier de Montjau a crié : *Sus !*

Ce n'est plus le peuple qui est « souverain », c'est le Sénat !

Contre les conclusions du septième bureau, M. Cunéo d'Ornano a invoqué les précédents de Rochefort et de Blanqui validés quoique inéligibles ; il a rappelé les déclarations de Gambetta et de Clémenceau affirmant que des hommes frappés d'incapacité politique doivent être tenus pour régulièrement élus. On lui a marqué qu'il se trompait de temps et d'espèces.

La validation d'inéligibles avait sa raison d'être sous l'Empire ou sous le gouvernement de la monarchique Assemblée nationale, alors qu'il s'agissait d'élus réputés bons républicains ; mais, aujourd'hui et dans le cas du comte Dillon, elle ne pouvait être admise.

On a d'ailleurs exécuté cette pauvre « souveraineté du peuple » tranquillement, avec le plus grand calme. Il semblait que la majorité n'attachait aucune importance à la chose et n'avait nullement conscience de la formidable atteinte portée au principe constitutif de la République.

Quelle superbe occasion d'intervenir s'offrait à l'opposition conservatrice ! Comme il lui eût été facile d'écraser cette méprisable majorité sous le poids de son apostasie et de dénoncer au pays le cynisme de la bande qui, faisant litière des droits du suffrage universel et de ses propres principes, n'a d'autre préoccupation que de conserver le fructueux monopole de l'exploitation nationale ! Mais la lassitude est partout. On regarde, on laisse faire, et nous allons aux catastrophes. J. DE GONTIER.

Après l'invalidation de l'élection de M. Dillon, la Chambre a également invalidé l'élection de M. Arnault, député conservateur de la deuxième circonscription de Montauban, par 275 voix contre 241. M. Arnault n'avait obtenu que 296 voix de plus que son concurrent.

En fait de lois d'affaires, ça commence à merveille : la Chambre juge, se déjuge à douze heures d'intervalle, ainsi que nous en avons eu la preuve à l'occasion du monopole des allumettes. — Sur un signe de Rouvier, qui voulait se remettre, la Chambre est revenue sur son vote, avons nous dit, et le monopole des allumettes nous reste ce qu'il était, sans amélioration. — On continuera à s'en plaindre, les uns maudiront le phosphore blanc, qui est morbide, les autres vanteront le phosphore rouge, qui résiste à la friction, d'autres se plaindront du mauvais soufrage des allumettes, et les débats n'auront abouti à rien qu'à faire rire à nos dépens, des voisins trop curieux pour n'être pas hostiles.

Allons, messieurs les républicains, soyez donc logiques ; vous voulez, dites-vous, vous occuper d'affaires ? De cela nous vous louons ; mais, de grâce, finissez-en donc avec vos proscriptions et vos expulsions. Gardez les hommes qui ont le goût et les aptitudes des affaires. Qu'est-ce que cela vous fait qu'ils soient royalistes ou simplement conservateurs, choisis parmi tant d'autres à cause de leur expérience ? Laissez-les donc au poste que les électeurs leur ont confié. Ceux-là ne sont pas des conspirateurs ; ils veulent servir leur pays avec dévouement et avec intelligence.

Tout est en souffrance, l'agriculture attend que vous allégiez des charges toujours croissantes ; le commerce demande un patronage qui ne se fait pas sentir ; l'industrie n'est pas protégée contre un envahissement qui risque de vider ses ateliers, fermer ses usines et éteindre ses fourneaux.

A l'œuvre, vous disons-nous. Les conservateurs vous y attendent afin de rivaliser avec vous. Scrutez nos besoins, faites des enquêtes, relevez nos souffrances et laissez dormir la politique avec ses rancunes et ses méfiances.

De grâce, ne venez plus afficher publiquement des débats ridicules, d'où rien d'utile ne peut sortir. Laissez M. Ranc briser son idole, attaquer de toutes pièces la liberté de la presse parce qu'elle ne rend plus d'oracles favorables à ses vœux.

Ce n'est pas nous qui avons demandé la liberté de la presse, comme une réforme nécessaire au salut de la France ; — ce n'est pas nous qui voulons aujourd'hui lui mettre des entraves quand personne n'a plus protesté que nous contre ses outrages à la morale publique.

Eh pourquoi ? nous dites-vous. Parce que nous sommes de ceux qui croient qu'il y a lâcheté à renier des libertés qui ne deviennent des licences que par le défaut de courage à les défendre.

M. Ranc aura bien de la peine à défaire à lui tout seul la loi de 1884, et nous ne sommes pas près de voir une Assemblée sortie du suffrage universel abroger la liberté de la presse.

M. Ranc peut saisir la Chambre de son projet. A la première épreuve il y aura peut-être de l'hésitation, mais à la seconde la liberté de la presse sera de nouveau consacrée et c'est tout au plus si on osera y introduire une pénalité contre les écrits qui déversent l'immoralité sur notre pauvre société malade.

Laissez donc, citoyens, dormir les allumettes, invitez le gouvernement à les souffrir plus consciencieusement, laissez-nous aussi la liberté de penser et d'écrire, et passez à des lois d'affaires.

La dénonciation des traités de commerce est trop proche de nous, pour que nous manquions de sujets de discussions utiles aux intérêts du pays.

LA « GUERRE AU PRINTEMPS »

On lit dans la *Petite France* :

« Tandis que les cercles officiels de Berlin ne tarissent pas de protestations en faveur du maintien de la paix, on prépare sous main les populations à l'éventualité d'une guerre.

Des agents distribuent, en effet, depuis quelques jours, gratuitement, aux ouvriers et paysans dans différentes provinces et notamment dans celles de l'Est et de l'Ouest, une brochure intitulée : *la Guerre au printemps*, et qui a pour auteur un officier de l'état-major.

Sous la forme de dialogues familiers, cet opuscule tend à préparer les esprits à la future guerre, laquelle, d'après l'auteur, éclatera au printemps prochain. C'est par milliers d'exemplaires que cette brochure chauvine est distribuée dans les centres ouvriers et parmi les habitants des campagnes. »

Monseigneur le Comte de Paris sera accompagné dans son voyage en Portugal, par M. le marquis de Lasteyrie ; il s'embarquera, comme nous l'avons annoncé, à Southampton, le 13 décembre.

Madame la Comtesse de Paris se rendra auprès de sa fille, S. M. la reine de Portugal, par la voie de terre.

M^{gr} le duc de Nemours va également partir pour Lisbonne, où il se trouvera pour assister au débarquement de S. M. l'empereur du Brésil.

LA RÉVOLUTION AU BRÉSIL

Des renseignements parvenus au ministère des affaires étrangères, il résulte qu'aucune puissance européenne, ni aucune des républiques américaines, n'a encore reconnu le nouveau gouvernement du Brésil qui d'ailleurs s'intitule lui-même : *Gouvernement provisoire*.

La reconnaissance de la République du Brésil ne pourra avoir lieu qu'après sa constitution définitive.

Tous les gouvernements ont donné des ordres à leurs représentants à Rio de continuer leurs relations avec le gouvernement provisoire.

Le gouvernement français va donner des ordres identiques à son chargé d'affaires à Rio.

Lisbonne, 25 novembre.

Le ministre du Brésil à Lisbonne a reçu des instructions du gouvernement provisoire, pour recevoir l'Empereur et la famille impériale.

Le bruit court que Dom Pedro lancera de Lisbonne un manifesté dans lequel il indiquera

qu'il abdique en faveur de la princesse d'Eu, celle-ci à son tour se désisterait en faveur de son fils.

Il se manifeste, en ce moment, au Brésil, un courant de réaction très prononcé contre le mouvement insurrectionnel.

CHRONIQUE LOCALE ET DE L'OUEST

LA CROIX ROUGE FRANÇAISE

Société de Secours aux blessés militaires

Fin du rapport de M. le vicomte de MASSACRE.

L'adhésion spontanée que vous nous avez donnée, nous montre que vous avez compris nos pensées, et c'est du fond du cœur que nous vous remercions de vous y être associés. Mais, permettez-nous de vous le dire, il ne suffit pas que l'importance de notre œuvre ait simplement pénétré dans vos esprits, il faut encore qu'à votre tour vous la répandiez et la fassiez prospérer. Lorsque vous ferez votre propagande, s'il vous arrive de rencontrer quelques personnes doutant de son opportunité, portez leur attention sur les terribles conséquences qui entraîneront le choc de nations entières, faites leur voir les nombreuses souffrances accumulées par les engins meurtriers dont disposeront les belligérants, et dites leur enfin d'écouter le cri des victimes qui montera vers tous implorant secours et pitié ; alors, pour me servir des expressions de M. Faye, secrétaire du Comité départemental d'Indre-et-Loire, elles comprendront que « le succès des œuvres de soulagement, comme celui des œuvres de destruction, dépend des mesures prises en temps de paix et que le triomphe sur la mort comme la victoire sur les champs de bataille appartiennent désormais aux mieux préparés ».

Notre Comité, dès que son choix fut approuvé par M. le maréchal de Mac-Mahon, illustre président du conseil central de la Société de la Croix Rouge française, s'est mis à compléter son cadre et à organiser ses moyens de propagande. C'est ainsi qu'il a successivement constitué sa commission médicale, nommé ses conseillers et ses conseillères, organisé son service de la lingerie et enfin procédé à la création de ses représentants dans les cantons ou les localités les plus importantes de l'arrondissement. Quoiqu'il le temps nous ait encore fait défaut pour en établir partout où nous le désirons, nous avons, néanmoins, la douce satisfaction de vous annoncer que Saint-Florent, Allonnes, Yarrains, Chacé, Bagneux, Doué-la-Fontaine, Vihiers, Nueil-sous-Passavant, Fontevault, Montreuil et Montsoreau possèdent des délégués qui ont déjà cueilli d'amples moissons, et sauront encore glaner dans le champ confié à leur généreux dévouement.

Si vous tenez compte des tâtonnements et des lenteurs inséparables de tout début, vous serez étonnés du magnifique développement qu'a pris notre œuvre, en quelques semaines. Elle compte à l'heure actuelle un nombre considé-

